

**Université d'Orléans  
Faculté de Droit,  
Economie et Gestion**

**Stéphane  
CHARPENTIER  
Maître de Conférences**

**Section :  
01 - Droit Privé**



**Contacts**

Tel : 02384.....

Courriel :

Stephane.charpentier@univ-  
orleans.fr

Adresse  
professionnelle :

Rue de Blois – BP 6739 –  
45067 Orléans Cedex 2

**Titres Universitaires :**

Docteur en droit privé et sciences criminelles ;  
DEA de droit pénal et sciences criminelles ;  
DU de sciences criminelles.

**Autres diplômes :**

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

**Thèmes de recherche :**

Droit pénal, procédure pénale, procédure civile.

**Activités d'enseignement :**

Droit pénal, procédure pénale, responsabilité civile.

**Laboratoire d'appartenance :**

Equipe de recherche sur la politique criminelle.

**Publications récentes :**

- (Rép. Pratique de droit privé – Encyclopédie huissiers Justice) éditions du JCP :

\* « *expertise en matière civile* » (*fascicule et formulaire*), 2010 ;

\* « *appel en matière civile* », 2009 ;

\* « *appel en matière répressive* », 2009 ;

\* « *serment judiciaire* » (*fascicule et formulaire*), 2009 ;

\* « *Jugements et arrêts* », 2007 ;

\* « *abstention, récusation et renvoi* », 2004 ;

- « *1994-2004 : le délit de mise en danger en 100 jurisprudences* », in « *Le nouveau Code pénal, dix ans après* », Pédone, 2005 ;

« *Les modes de recouvrement de la créance dans le domaine de l'immobilier* », Dictionnaire permanent « *gestion immobilière* », Editions Législatives, 1999 ;

« *Un regard contemporain sur une disposition ancienne : les meubles meublants* », *Gaz. Pal.* 1998.2.Doctr.1201 ;

Note sous Orléans, 30 septembre 1997, *Rev. Juridique du Centre Ouest*, n°21, février 1998, p.125 ;

« *Réflexions sur l'article 371-5 du Code civil* », *Rev. Dr. San. Soc.* 1998.19 ;

« *Très brèves remarques sur le caractère préfix du délai de*

*l'article L. 311-37 du Code de la consommation », Gaz. Eco. n°837, déc. 1997, p. 2 ;*  
*« Quelques cas de responsabilité pénale de l'infirmière », Gaz. Eco. n°752 et 753, mai 1996 ;*  
*« Réflexions sur les loteries publicitaires organisées par les sociétés de vente par correspondance », note sous Civ., 2, 28 juin 1995, Gaz. Eco. n°745 et 746, mars 1996 ;*  
*« La ponctuation dans le langage juridique », Gaz. Eco. n° 733, 12/95, p. 4 et suivantes ;*  
*« La qualification de la circonstance aggravante de l'homicide involontaire à l'épreuve du principe de la légalité », note sous TC Vesoul, 6 octobre 1994, Gaz. Eco. n°730, 12/95, p. 4 et suivantes ;*  
*« L'article L. 311-37 du Code de la consommation ou le mythe de Sisyphe », Gaz. Eco. n°727, nov. 1995 ;*  
*« La distinction entre les conditions préalables et les éléments constitutifs de l'infraction au regard de l'article 113-2 du Code pénal », Gaz. Eco. n° 717, 09/95, p. 4 et suivantes ;*  
*« La procédure d'injonction de payer », Gaz. Eco. n° 705, 06/95, p. 10 et suivantes ;*  
*« Quelle est la place de l'article 223-1 en droit pénal contemporain ? », Gaz. Eco. n°719 et 720, 09/95 ;*  
*« Quelques curiosités en matière de délits involontaires » (à propos de la catastrophe de Vaison-La-Romaine), Gaz. Eco. n°694, 03/95, p. 16 et suivantes ;*  
*« Un cas classique de l'exercice du pouvoir disciplinaire », note sous Nîmes, 20 mai 1994, in., Gaz. Eco. n° 693, 03/95, p. 10 et suivantes ;*  
*« L'élément moral dans le délit de mise en danger par les risques causés à autrui », Gaz. Eco. n° 687, 01/95, p. 4 et suivantes ;*  
*« Contribution à l'étude de la faute pénale d'imprudence », thèse, Montpellier, 1993.*

**Responsabilité administrative ou pédagogique à la Faculté de Droit, Economie et Gestion :**

Membre de la commission de spécialistes de droit privé (→ 2008).

**Autres Activités :**

Juge de proximité (2007-2009) ;  
Détaché dans la magistrature depuis 2009.